



## La longue construction de l'Europe des peuples

« Il y a un problème gigantesque entre l'Europe et les citoyens européens. Combien de référendums faudra-t-il perdre pour enfin comprendre le message des citoyens ». Ces fortes paroles, prononcées par M. Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'assemblée nationale, à l'annonce des résultats du référendum sur la ratification du traité de Lisbonne par l'Irlande ne sont évidemment pas qu'une prise de conscience tardive du fossé béant qui sépare les peuples de l'Europe de l'organisation européenne actuelle. C'est le cri du cœur du « néo-libéral » comprenant que, décidément, si on continue de demander son avis au peuple, le peuple ne s'exprime pas comme il le souhaite !

« Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple » a écrit Brecht. C'est ce qu'a voulu faire le président de la République en enjambant le non du peuple français du 29 mai 2005 et en faisant voter le congrès de Versailles le 4 février 2008 pour adopter en fin de course du procédé institutionnel un « traité simplifié » passé de 191 pages à 281.

En quelques années, les peuples ont répondu non très majoritairement... quand on les a consultés.

Le 2 juin 1992, les électeurs danois disent non au traité de Maastricht.

Le 8 juin 2001, les électeurs irlandais, déjà, refusent de ratifier le traité de Nice.

Le 14 septembre 2003, les électeurs suédois rejettent l'entrée dans la zone euro.

Le 29 mai 2005, les électeurs français, suivis le 1<sup>er</sup> juin par ceux des Pays Bas, rejettent le projet dit « de constitution européenne ».

Les organisateurs « néo-libéraux » de l'Europe ont compris la leçon, mais à l'envers : plutôt que de répondre aux exigences des peuples, ils ne les consultent plus. Le « traité simplifié » (augmenté) n'est proposé qu'aux suffrages des Irlandais, et encore parce qu'ils sont bien forcés de leur demander leur avis !

Sur le fond, deux problèmes se posent :

- quelle Europe, quelle organisation européenne pour construire le monde de paix et de prospérité, d'égalité et de justice sociale dont les peuples du monde ont besoin ?
- quelle est la signification du décalage persistant, voire croissant, entre ce qu'expriment les peuples quand on leur demande leur avis, et ce que votent leurs députés quand ils les « représentent » ?

Ces questions ont à voir directement avec notre activité syndicale. En effet, quelle organisation syndicale devons-nous construire pour répondre aux attaques et aux propositions institutionnelles du patronat et de la droite (large) européens ?

Quelle stratégie syndicale devons-nous élaborer dans notre pays pour construire le rapport de forces qui permettra aux salariés de ne plus se faire voler le fruit de leur travail et de bâtir une société où les richesses qu'ils produisent ne leur échappent plus ?

Faut-il continuer dans la ligne unitaire que défend la FSU, que défend plus particulièrement Unité & Action dans la FSU ?

Faut-il réfléchir rapidement à l'évolution de l'organisation du paysage syndical en France, au regard des conséquences des décisions prises (ou en voie de l'être) sur la représentativité syndicale, sur le financement des organisations syndicales ?

Comment insérer notre activité syndicale, avec notre culture, notre fonctionnement, nos valeurs de transformation sociale, dans la vie syndicale européenne et mondiale, avec l'espoir de les préserver ?

Par ailleurs, le problème de la démocratie dans la représentation se pose de façon évidente, tant au niveau politique qu'au niveau syndical : comment améliorer sensiblement la représentation des citoyens, la représentation des salariés ? Comment, de cette représentation améliorée, parvenir à une action transformatrice au bénéfice de l'immense majorité de la population, de l'immense majorité des salariés ?

La victoire du peuple irlandais dans son refus d'une Europe engagée dans une logique qui ne peut aboutir qu'à toujours plus de dégâts, toujours plus de misère, d'inégalités et d'injustice, est la nôtre : nous la partageons.

**Avec les 65 millions de pauvres en Europe, les 20 millions de chômeurs, les dizaines de millions de salariés précaires, il nous faut faire de cette victoire un tremplin pour les luttes, un encouragement pour gagner !**

## Tous à la manif, à Pau et à Bayonne, mardi 17 juin !

**Mardi 17, il faut que nous soyons nombreux dans les rues de Pau et de Bayonne avec nos camarades du privé, nos camarades des autres organisations syndicales, pour exiger des retraites décentes, refuser les attaques contre les 35 heures même si, parmi nous, les enseignants ne se sentent pas concernés : ils le sont !**

Ne cédon pas aux mesquineries qui ne nuisent qu'à nos intérêts de salariés et qui font dire à certains : le privé n'était pas là le 10 juin, la CGT n'a pas mis toutes ses forces dans la rue le 10 juin. La CFDT a snobé le 10 juin. On n'ira pas le 17. D'ailleurs, ils ne nous ont pas demandé notre avis pour lancer cette date. Certes ! Est-ce une raison pour continuer à se chamailler les uns les autres ?

**L'urgence exige que nous soyons unitaires pour tous.**

## Anniversaire d'une lutte décisive perdue. Mais qui reste une victoire symbolique du peuple ouvrier de Paris.

Il y a 160 ans, les 23, 24 et 25 juin 1848, le prolétariat parisien se révolte. Conscient, plus d'un demi-siècle après la Révolution française qu'il n'a servi que de masse de manœuvre à la bourgeoisie qui a tout utilisé pour asseoir son pouvoir : république, empire, restauration de la royauté et même journées

de février 1848 où on a encore une fois tenté de l'enrôler pour un combat qui l'écartait du pouvoir, il décide de conquérir ce qui lui paraît dû : le pouvoir.

*« La révolution de Juin, écrit Engels le 2 juillet 1848, est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle. Les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à la vie à la mort...c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme. » « Ce fut là la lutte décisive entre la République rouge et la République tricolore, entre les ouvriers et les bourgeois. Nous sommes persuadés que cette bataille ne décide de rien, si ce n'est de la décomposition ultérieure des vainqueurs. D'ailleurs, le cours de toute cette affaire prouve que, dans un temps nullement éloigné, les ouvriers ne peuvent manquer de vaincre, même si nous considérons les choses d'un point de vue purement militaire. Si 40 000 ouvriers parisiens ont déjà obtenu un résultat aussi formidable contre un ennemi quatre fois supérieur, que réussira à faire la masse tout entière des ouvriers parisiens lorsqu'elle agira unanimement et avec cohésion ! »*

Alexis de Tocqueville, qui combattit les révolutionnaires au côté des troupes du général Cavaignac, écrit le 24 juin : *« Ce n'est pas une émeute, c'est la plus terrible de toutes les guerres civiles, la guerre de classe à classe, de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont ».*

Ce n'est pas pour rien que la Commune s'est organisée en mai 1871. Ce n'est pas pour rien que Paris s'est libérée elle-même en 1944.

Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie et les puissants ont gardé une méfiance totale contre le peuple et sont toujours prêts (Hausman, la Commune, Charonne, de Gaulle en Allemagne en 1968, etc..) à exercer la plus grande des violences si la révolte gronde **et si** le peuple n'a pas su construire les alliances nécessaires au niveau nécessaire.

Ce qui importe dans ce cent soixantième anniversaire (c'était avant-hier), c'est de constater l'absence de romantisme gauchiste dans cette lutte décisive (perdue) : Pas d'artistes attendris par la beauté romantique du combat (Lamartine, qui avait beaucoup déclamé en février, se retrouve du côté des bourgeois). Pas de bourgeois ou de petits bourgeois déclassés venus s'encanailler aux côtés du peuple. Une radicalité vraie, une lutte de classe pure, une expérience sanglante. 4 000 ouvriers morts, 11 000 déportés.

On n'en parle plus, on n'en parle guère : la lutte n'est pas conclue, elle est en suspens.

La leçon à tirer est celle des alliances, nécessaires pour faire aboutir les revendications du peuple et non pas celles de la bourgeoisie, comme en 1789, 1793, février 1848, etc.

Le 9 septembre 1848, le décret du 2 mars sur la journée de dix heures est abrogé. Aux élections présidentielles de décembre 1848, l'absence d'une opposition républicaine de gauche et le discrédit dans lequel sont tombés les républicains permettent au prince Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur, de se faire élire président de la République sans trop de mal, en promettant la paix et des réformes sociales.

Thiers tente d'imposer à la « commission exécutive » un plan de nouvelle régression sociale que le peuple appelle « plan de Foutriquet », surnom que les chansonniers lui donnent en raison de sa petite taille. Le plan « Foutriquet » ne fut appliqué qu'en mars 1871, ce qui fut une des causes du déclenchement de la Commune.